

LA TVA «ANTI-SOCIALE» UN CHOIX DE CLASSE !

En ce début d'année, le pouvoir accélère les coups portés contre la protection sociale solidaire. L'annonce dès les vœux du 31 décembre de l'instauration d'une TVA « sociale » a donné la perspective et le cadre : une nouvelle fois des cadeaux pour le patronat et diminuant sensiblement les cotisations « employeurs ».

Une mystification des salariés avec une potentielle augmentation symbolique de la fiche de paye

d'avril, une nette dégradation du pouvoir d'achat de la population avec l'augmentation des prix suite à l'augmentation de la TVA, le plus injuste et inégalitaire

des impôts et sans doute de la CSG. Un vrai choix de classe en effet !

D'autant que la réduction des cotisations ampute la protection sociale de recettes et la fragilise encore un peu !

Il n'est pas question de laisser faire.

La mobilisation du 18 janvier apparaît comme une première réaction. Il en faut d'autres, en lien avec le rejet des restructurations/destructions en accélération dangereuse

concernant les établissements sanitaires et médico-sociaux. La mobilisation de fin mars/début avril avec *Notre santé en danger !* sera un prolongement indispensable !

Les propositions réellement alternatives de notre ouvrage *Pour une santé et une protection sociale solidaires* sont plus que jamais d'actualité. À diffuser et consommer

sans modération comme le numéro spécial du *Globule rouge* sur la politique du médicament qui vient d'être envoyé.

Jean-Luc Gibelin
animateur de la commission
Santé/protection sociale



la
commission

**Santé
protection
sociale**

se réunira

**le 4 février
de 9h00 à 16h00
au CN du PCF**

confirmez la participation

Mobilisation *Notre santé en danger*

L'appel *Notre santé en danger*, qui s'est structuré pour les initiatives du 2 avril 2011, poursuit son activité. L'implication de camarades de la commission Santé dans son fonctionnement est forte à tous niveaux. Le socle commun a été signé par une quarantaine d'organisations dont le PCF. Face à l'accélération très sensible des restructurations sanitaires et sociales, le principe d'une mobilisation plus importante encore a été acté pour fin mars ou début avril. Il est important de peser dans la période électorale pour que la santé soit une des questions au cœur du débat public. Les précisions seront données dès qu'elles seront établies mais il est utile de prévoir d'ores et déjà un temps fort santé fin mars ou début avril.

IMPLANTS PIP

la santé des femmes n'est pas une marchandise

30 000 femmes en France et plusieurs millions dans le monde ont eu recours aux implants mammaires de la Société PIP. Son dirigeant, Jean Claude Mas, n'a eu cure de la santé des femmes, et n'a pensé qu'aux profits qu'il pouvait tirer de chaque implant. Qu'à cela ne tienne, à ce jour, il n'a manifesté aucun regret et n'a formulé aucune excuse !

C'est une tragédie médicale et psychologique importante pour les femmes concernées qui doivent bénéficier non seulement d'un retrait de ces implants, mais aussi d'une reconstruction mammaire. Il est très important pour leur santé et leur bien être que ces deux dispositifs soient réalisés lors d'une seule et même intervention chirurgicale.

Aucune femme ne doit être pénalisée ou laissée pour compte. Au-delà des frais liés aux retraits de ces implants et assurés par la Sécurité sociale, les financements doivent être trouvés pour la pose de nouvelles prothèses pour toutes. Le PDG de l'entreprise PIP doit être mis à contribution et sanctionné.

D'une manière générale, il est vital d'instaurer, aux côtés des contrôles réguliers des produits médicaux eux-mêmes, une autorisation préalable de mise sur le marché pour tous les produits médicaux implantables, en France et en Europe.

L'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS), qui ne dispose seulement que de 6 inspecteurs à plein temps pour contrôler les dispositifs médicaux, doit avoir les moyens de fonctionner dans de bonnes conditions afin d'assurer une politique de contrôle sanitaire de qualité.

Le scandale qui vient d'éclater à propos des prothèses mammaires montre une nouvelle fois que la recherche effrénée des profits nuit gravement à la santé. Le gouvernement, déjà secoué par le scandale du médiateur, déclare vouloir réagir vite. C'est indispensable et urgent. La santé des femmes n'est pas une marchandise !

Laurence Cohen, responsable nationale *Droits des femmes/féminisme*
Jean-Luc Gibelin, responsable national *Santé*
Paris, le 10 janvier 2012.

Diffusion du livre collectif

Le livre collectif *Pour une santé et une protection sociale solidaires* est en diffusion. Des initiatives ont été prises ou sont programmées en lien avec des librairies pour des séances de présentations et de dédicace publique. Ce fut le cas le 13 janvier à Nîmes, le 19 janvier à Avignon ; c'est prévu en mars à Bordeaux, à Valence etc.

Des débats et rencontres publiques en lien avec la campagne des élections législatives sont aussi programmées ou en cours de programmation.

N'hésitez pas à multiplier les sollicitations, nous y répondrons autant que possible !

Appels du Front de Gauche *Santé*

Le Front de Gauche Santé a déjà produit deux appels.

Un appel spécifique « psychiatrie » a été réalisé avec le Front de gauche *Justice*. Il est disponible sur le site [placeupleu2012](http://placeupleu2012.fr)

Un appel généraliste « santé » a aussi été réalisé. Il est maqueté pour distribution, il est en Une de ce numéro. Il peut servir de texte à signer dans les initiatives publiques, les signatures sont à poser sur le site à l'adresse : <http://www.placeupleu2012.fr/sante/>

BUREAU
DE PRESSE
DU PCF

communiqués

BAISSE DES INDEMNITÉS JOURNALIÈRES nouvelle injustice pour les salariés

Le journal officiel publie ce matin la baisse du montant des indemnités journalières pour les arrêts de travail à compter du 1er janvier 2012.

Il s'agit d'une baisse de près de 15% de l'indemnité journalière maximale qui concerne les salariés du régime général, du régime agricole et les artistes-auteurs pouvant prétendre au bénéfice d'indemnités journalières maladie.

Ce mauvais coup vient compléter celui de l'instauration de la suppression de la rémunération du premier jour de congés maladie pour les agents publics et les salariés des régimes spéciaux.

Une nouvelle fois ce sont, injustement, les salariés les premiers touchés au nom d'une crise financière dont ils ne sont pas responsables. Le Front de gauche, dans son programme *L'Humain d'abord*, veut rétablir le remboursement intégral à 100% des dépenses de santé couvertes par la Sécurité sociale. Le financement de la protection sociale doit être construit à partir des cotisations sur les salaires, avec une modulation et une contribution sur les revenus financiers des entreprises, des banques et des assurances.

Il faut en finir avec les perpétuels coups de rabots en direction des salariés et mettre l'humain au cœur de nos préoccupations.

Paris, le 27 décembre 2011

GIRONDE

POUR LA SANTÉ, BOUGEONS-NOUS !

Les communistes girondins ont fait la démonstration qu'ils peuvent impulser le rassemblement autour de la santé. Nous avons pu démontrer que la participation citoyenne n'est pas un vain mot. La confiance, le débat démocratique et constructif ont pu s'établir dans ces quelques initiatives :

- dans le mouvement NSED où nous avons répondu présents à l'appel d'une association santé locale en début d'année et avec qui nous avons organisé la journée du 2 avril, 2 débats publics à Bordeaux et une manifestation contre l'ouverture du partenariat public-privé hôpital-clinique à Arcachon.
- dans le collectif Santé en Libournais dont l'initiative revient aux communistes, composé de partis politiques de gauche et de quelques citoyens pour la défense de l'hôpital local. Les syndicalistes de cet hôpital non membres du collectif se sont joints spontanément à nous pour la diffusion de ces initiatives. Ces 2 soirées, dont l'une a été animée par notre responsable national des questions de psychiatrie Serge Klopp, ont été un véritable succès, tant par la participation (150 et 100 personnes) que par la présence massive d'un jeune public.
- dans les combats pour l'EFS d'Aquitaine situé à Bordeaux, fortement touché, d'une part parce qu'il va perdre son laboratoire QBD et dernièrement à cause de l'arrêt de son « usine » de production de plasma thérapeutique, avec des conséquences alarmantes pour l'éthique de notre système transfusionnel. Là encore nous étions présents et grâce aux contacts établis avec notre camarade J.Pierre Basset de la Drôme, nous avons pu faire voter à l'unanimité du Conseil général une motion réclamant le maintien du laboratoire QBD de Bordeaux et de tous les autres. Pour le plasma SD, nous avons pu établir des contacts avec le président de l'association des donneurs de sang de Gironde et

le représentant syndical CFDT du site. Nous ne connaissons pas leurs sensibilités politiques mais par contre, ils savent que nous sommes communistes. La confiance s'est établie, nous échangeons régulièrement des infos et nous nous retrouvons tous autour d'un même combat, la défense de notre système transfusionnel

Et bien d'autres initiatives, comme la rencontre avec le chef des urgentistes d'un petit hôpital menacé de perdre ses urgences de nuit, celle que nous allons initier avec la direction d'une clinique mutualiste en grande difficulté, etc. et toujours sur l'initiative des communistes.

Enfin, au mois de septembre, notre fédération a affirmé sa volonté de faire vivre une commission Santé départementale, dont la première décision a été d'organiser une formation de militants. Elle a réuni une vingtaine de personnes et c'est notre camarade Michel Limousin, de la commission Santé nationale qui l'a animée. Elle a permis le débat et l'appropriation par les camarades de nos propositions afin d'être en capacité d'argumenter. Depuis, notre commission Santé s'est élargie à tous les participants à cette formation, 2 assemblées citoyennes Front de Gauche sur le thème de la santé sont programmées !

Mais, soyons clairs, tout cela est un long travail de tissage de liens, de contacts avec parfois l'impression de « ramer ». Les camarades de la commission nationale fournissent un intense travail de réflexion et de propositions, les militants doivent pouvoir s'en emparer, en discuter et donner leur avis.

Enfin, forts de ces constats, les communistes girondins peuvent affirmer, oui aux cocos dans les collectifs, oui aux commissions Santé départementales, oui pour la santé bougeons-nous !

Maryse Montangon

parole d'élus

bilan dramatique de la législature pour la santé



par Roland Muzeau
député des Hauts de Seine
porte parole des député-e-s
du Front de Gauche

Le gouvernement a profité de l'examen en deuxième lecture par les députés de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2012 pour imposer les mesures du second plan de rigueur Fillon. Ces dispositions sont venues durcir le projet de budget de la Sécurité sociale, irresponsable, insincère et injuste à l'origine, ayant l'austérité comme seule ligne directrice.

Pour tous, à l'exception des bénéficiaires les plus fortunés des largesses fiscales de N. Sarkozy, la facture a été alourdie. Consciente des besoins de santé, du recul sans précédent de l'accès aux soins et de la réalité des conditions de travail intenable des personnels hospitaliers et alors que nombre de structures hospitalières sont asphyxiées – le déficit global de l'ensemble de ces centres hospitaliers universitaires s'élèverait à 700 millions d'euros –, la majorité a osé fixer un objectif national de dépenses d'assurance maladie le plus bas de son histoire. Concrètement, dès 2012, 2,7 milliards de réductions de dépenses d'assurance maladie devront être faites, notamment sur l'hôpital. Quant à la réforme attendue de la prise en charge de la perte d'autonomie, elle est tout simplement enterrée.

Nous avons dressé le bilan désastreux du quinquennat, pour les comptes sociaux autant que pour les assurés, des choix coupables de Nicolas Sarkozy conduisant à multiplier par trois le déficit de la Sécurité sociale de 2007 à 2010. Fait la

démonstration que seul un tiers des déficits sociaux pouvait être imputé à la crise et que ce gouvernement était donc entièrement responsable de la situation de sous-financement de notre système de protection sociale. Nous avons défendu le principe de recettes nouvelles, pérennes, justes socialement à hauteur des besoins afin d'ambitionner autre chose que la seule diminution des prestations. Nous avons porté la modulation des cotisations sociales patronales afin de faire davantage cotiser les grands groupes dégageant une forte valeur ajoutée sans trop de main d'œuvre en comprimant les salaires. Proposé de soumettre à cotisations sociales l'ensemble des revenus qui y échappent : retraites chapeaux, parachutes dorés, stock options, bonus des traders.

Après cinq ans de refus obstiné de débattre de la réforme d'ensemble du financement de la protection sociale, à cent jours de la présidentielle, N. Sarkozy prétend régler le sujet avec la TVA dite sociale. Nous ne sommes pas dupes de cette manœuvre mensongère dangereuse pour le financement même de la protection sociale et jugeons cette mesure inefficace pour relocaliser l'emploi, terriblement injuste car pénalisant le pouvoir d'achat des ménages. Les députés communistes sont résolus à défendre les principes de solidarité, de justice et à porter des engagements clairs en faveur d'une autre répartition des richesses entre le capital et le travail.

LA FIÈVRE MONTE

LES SOINS À DOMICILE REMIS EN CAUSE PAR LA CROIX ROUGE DANS LE CANTON DE MON TSAUCHE (58)

Incidentement, nous apprenons par un malade qu'il n'a pas pu avoir son prélèvement sanguin le jour prévu par son médecin. L'infirmière est débordée et reporte d'un jour le prélèvement. Sinon il doit se rendre par ses moyens au laboratoire de biologie à plus de vingt kilomètres !

Nous apprenons que la Croix Rouge, qui organisait un service infirmier de soins à domicile, a décidé sa fermeture le premier octobre. Ce service comptait cinq infirmières il y a un an. Depuis des mois, il s'était réduit à trois IDE, ce qui a entraîné des horaires qui pouvaient atteindre 14 heures, l'habitat dispersé du Morvan, la moyenne d'âge élevée de la population, en bref des conditions de travail insupportables. Les trois IDE ont rencontré la direction de la Croix Rouge pour demander des embauches, le paiement des heures supplémentaires. La direction leur répondit qu'elles étaient mal organisées, et qu'elles pouvaient donner de leur temps. Les trois infirmières ont démissionné.

Face à cette situation, une IDE seule ne peut assurer le service de cinq, les communistes d'Ouroux en Morvan décident de lancer une pétition demandant la réouverture d'un centre de soins à domicile. Nous sommes aujourd'hui à 200 pétitions.

Nous avons interpellé le maire d'Ouroux et conseiller général du canton qui est aussi le président du Conseil général de la Nièvre. Le maire, qui partage notre inquiétude, décide de convoquer un Conseil municipal le 28 novembre 2011.

Nous sommes intervenu dans la discussion : d'une part on ne laisser toute une population sans soins à domicile, d'autre

dans la Nièvre

part il nous faut trouver une réponse satisfaisante soit par le retour de la Croix Rouge avec cinq IDE, soit la mise en place d'un Centre de Santé.

Les réponses du maire et surtout du président du Conseil général : démarche auprès de la Croix Rouge ; démarche auprès de maires concernés ; une réunion de la Communauté de communes doit se tenir la semaine prochaine, cette question devrait être abordée ; contact avec la Mutualité pour trouver une solution ; contact avec l'ARS pour un « contrat de soins ».

Si nous référons au SROS, l'orientation va vers plus d'IDE et autres paramédicaux libéraux, mais cela ne peut assurer un service 24 heures sur 24 comme auparavant. D'autre part, le nombre de pompiers se réduit alors qu'ils assurent les interventions primaires. L'hôpital le plus proche (Autun) est à 50 kilomètres.

Le Canton de Montsauche, 3879 habitants, est une zone particulièrement fragile dans un département qui est lui-même considéré comme fragile, d'autre part entre 2010 et 2015 le nombre de médecins généralistes devrait passer de 133 à 90 soit moins 32%.

Nous sommes confrontés à la politique de santé mise en œuvre depuis des décennies par les gouvernements successifs. Pour la population il y a besoin d'une solution rapide et pérenne. Nous poursuivons notre pétition et la diffusion du n° spécial *Globule rouge*. Une réunion publique en janvier est envisagée.

Patrick Lebon

Grand Débat Public :
« QUEL AVENIR POUR LE RESEAU DE SANTE MUTUALISTE DES BOUCHES DU RHÔNE ? »

Notre santé n'est pas une marchandise ! La carte BANCAIRE ne doit pas remplacer la carte VITALE !

200 000 personnes dans notre département sont soignées dans les centres de santé mutualistes et les œuvres sociales du grand Conseil de la Mutualité. Cela représente plus de 10 % de l'offre de soins ambulatoires.

Nos centres de santé mutualistes développent depuis près de 50 ans une médecine sociale fondée sur la prévention. Ils assurent la prise en charge du tiers payant et les dépassements d'honoraires y sont proscrits.

Ils assurent en fait, une mission d'intérêt général qui doit être reconnue comme une mission de service public et financée comme telle.

Vital
Notre Centre de Santé Mutualiste
Notre Mutualité
Notre Santé

appel citoyen réclamant une table ronde, sous l'égide de Monsieur le Préfet de Région, recueille 30 000 signatures à ce jour.

credi 7 décembre à partir de 18h00
Hôtel de ville de Martigues

les communistes sont au cœur de la mobilisation pour les centres de santé mutualistes 13

les cocos dans les collectifs locaux

SUD-FRANCIEN

le cheval de Troie de la privatisation

La conception du *Centre hospitalier sud-français* (CHSF) est avant tout un contre sens politique. Il est contraire aux besoins du maillage sanitaire essonnien, incompatible avec les exigences d'une prise en charge médicale et administrative de qualité des patients, inadapté à l'exercice d'un service public de soins exercé par des professionnels de santé. Présenté comme le « pôle d'excellence hospitalier » par la loi HPST, cet établissement fondé sur un *Partenariat public/privé* (PPP) s'avère être le véritable cheval de Troie de la privatisation de l'hôpital public. Outre les 8000 malfaçons, qui diffèrent sans cesse l'ouverture et que le groupe Eiffage prétend vouloir se faire payer 150 millions d'euros en sus sur les deniers publics, cet établissement confié au privé pour 30 ans coûterait 1,2 milliards d'euros. Soit au final 550 millions d'euros de plus qu'une maîtrise d'ouvrage classique !

De surcroît, au nom du retour à l'équilibre financier, Claude Évin, directeur de l'ARS et ancien ministre socialiste, projette la suppression de lits, de plus de 150 emplois, la fermeture de services logistiques et techniques.

Les luttes des personnels et de la population contestent très sévèrement cette opération : « Le recours à une maîtrise d'ouvrage publique aurait été une solution moins coûteuse, moins hasardeuse et surtout davantage maîtrisée par l'établissement ». Pour la Chambre régionale des Comptes, le contrat est qualifié « d'opération juridique contraignante et aléatoire ». La contribution politique des communistes et de ses élus a remis sur le devant de la scène la nécessité d'en finir avec le PPP et sa logique dévastatrice. Nous

comprendons mieux l'enjeu lorsque Nicolas Sarkozy lui-même déclarait lors de la présentation de la nouvelle organisation sanitaire et hospitalière en janvier 2008 que « Le recours au Partenariat public/privé doit devenir la règle ».

La réalité du CHSF dément cette affirmation, puisque chacune des parties cherche, désormais, à sortir du PPP et du bail emphytéotique afférent. Reste à savoir à qui le gouvernement entend adresser la facture. Pour les agents hospitaliers, les praticiens et leurs organisations syndicales, pour les communistes, il est hors de question que ce soit à la charge des usagers ou à celle des personnels et de leurs conditions de travail.

Le rapport de la Chambre régionale des Comptes révèle que la CDC et la Banque Postale prêtent au CHSF à des taux compris entre 5,5% et 11,75%. Ces taux prohibitifs sont tout simplement scandaleux ! Ces institutions devraient au contraire être mieux mises à contribution et accorder des prêts à des taux bonifiés, jusqu'à les porter à zéro, des lors que les conditions de retour dans le giron public du bâtiment et des services sont garanties, comme le recrutement et le maintien sous statut public des personnels.

Comme l'affirmait Pierre Laurent le 11 décembre dernier lors de sa visite de soutien à la votation citoyenne organisée par le comité de défense de l'hôpital et confirmée par plus de 3000 votants, cette question n'est pas d'ordre technique mais appelle des réponses politiques. Nous soutenons qu'un service public de santé doit être pourvu d'établissements 100 % publics et de personnels qualifiés sous statut public. Il s'agit donc de s'en donner les moyens politiques et économiques, avec le vote Front de Gauche lors des élections présidentielle et législatives.

Jean-Pierre Morvan, fédération PCF de l'Essonne